



Chili : le revers de la médaille

Par [Laura Bécquer Paseiro](#)

Mondialisation.ca, 26 avril 2012

[granma.cu](#) 12 avril 2012

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

LE Chili est aujourd'hui un pays saigné à blanc. L'apparence de bien-être est trompeuse, comme en témoigne la montée en force des revendications sociales et des mouvements de protestations de larges franges de la population depuis l'année dernière.

La violation des droits des étudiants, le mépris envers les indiens Mapuches, et la répression brutale des manifestations en Patagonie, entre autres, nous rappellent l'époque de l'état de siège, où la violence était étouffée par la violence. Le gouvernement s'est engagé sur la voie de la criminalisation des manifestations et invoque la Loi de sécurité intérieure de l'État - elle date de la dictature d'Augusto Pinochet -, pour bâillonner toute revendication citoyenne.

La vague des protestations étudiantes contre la privatisation de l'enseignement a secoué l'ensemble du pays. Le monde a pu connaître les revendications de ces jeunes et leur a exprimé son soutien et sa solidarité.

Ce mouvement de contestation a fait émerger des dirigeants étudiants comme Camila Vallejo, à la tête des jeunes générations d'une société qui se dit démocratique mais qui s'obstine à appliquer le modèle néolibéral hérité de l'époque de Pinochet (1973-1990). Les manifestations ont été sauvagement réprimées par les carabiniers (la police militarisée). Cependant, les étudiants continuent de revendiquer leur droit à un enseignement de qualité, gratuit et administré par l'État, et de réclamer l'arrêt des subventions gouvernementales à l'éducation à but lucratif et la simplification de l'accès aux crédits universitaires, entre autres. Des revendications qui supposent de profonds changements d'un système d'enseignement placé sous le diktat du profit privé.

D'après les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), au Chili, les frais de scolarité qui incombent aux étudiants et à leurs familles sont parmi les plus élevés au monde : environ 80%. Une famille avec deux enfants doit déboursier en moyenne 2 000 dollars par mois. Ainsi, les jeunes doivent s'endetter pour pouvoir étudier, s'engager sur des crédits allant jusqu'à 60 000 dollars qu'ils devront rembourser pendant des années.

DES PLAIES OUVERTES

Le conflit étudiant n'a été que le détonateur de cette crise, le point de départ des manifestations quasi quotidiennes qui secouent ce pays prend sa source dans les inégalités sociales. À noter que l'OCDE a exhorté plusieurs fois le Chili à favoriser une distribution plus

juste de la richesse.

La vague de mécontentement s'est étendue vers la Patagonie, réveillant d'anciennes revendications non satisfaites. Les habitants d'Aysen, à 1 600 kilomètres de la capitale Santiago, se sont insurgés contre les politiques d'exclusion du gouvernement et contre le coût élevé de la vie.

Ici, le gouvernement applique une tactique d'usure qui repose sur un leurre, comme un engagement avec une ouverture apparente au dialogue. Cette logique d'action rappelle à l'avocat Santiago Escobar

« la doctrine de la guerre de faible intensité ». Autrement dit, « un mélange de l'usage contrôlé de la force avec des troupes spéciales de carabiniers, d'une présence de représentants civils censés donner une image de dialogue, et d'une vaste campagne médiatique à des fins psychologiques, où le recours à la Loi de sécurité intervient comme une manière de maîtriser les conflits sociaux sans les régler ».

Ces protestations réveillent aussi l'une des plaies les plus profondes du Chili : ses relations avec les peuples autochtones. Ce conflit remonte au XIXe siècle avec la promulgation d'une loi qui avait pour but de cantonner les populations indigènes dans des réserves afin de lancer la conquête des territoires du sud. L'État chilien fut constitué sur les territoires ancestraux des Indiens Mapuches à la suite d'une occupation militaire d'extermination. Aujourd'hui les Mapuches n'occupent que 5% de leurs territoires ancestraux.

Avec la perte de leur autonomie territoriale et la marginalisation culturelle et religieuse, les Mapuches sont devenus des déplacés dans leur propre pays. À ces politiques d'assimilation et d'intégration culturelle forcée s'ajouta la spoliation par l'État chilien de leurs ressources naturelles.

On a pu observer ces dernières années une tendance qui a consisté, en guise de réponse aux demandes indigènes croissantes, à leur nier tout droit politique et à criminaliser les manifestations de protestation menées par les communautés et les organisations Mapuche. Ces communautés sont aujourd'hui reléguées au rang de terroristes. Ils sont à ce titre plus deux cent chefs de communautés, autorités traditionnelles, mères de familles, étudiants, simple paysans, incarcérés, inculpés, torturés, ou assassinés.

Dans un pays où la politique est subordonnée à l'économie et aux taux d'intérêt, les valeurs sociales, l'intégration territoriale et le patrimoine naturel et culturel sont réduits à peau de chagrin. Les conflits se font plus âpres et une entente par la voie du dialogue semble de plus en plus éloignée.

La source originale de cet article est granma.cu
Copyright © [Laura Bécquer Paseiro](http://laura-becquer-paseiro.com), granma.cu, 2012

Articles Par : [Laura Bécquer
Paseiro](http://laura-becquer-paseiro.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca